

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7742
15 février 1967
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATED DU 13 FEVRIER 1967 ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA LIBYE

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 13 janvier adressée au Ministre des affaires étrangères de la Libye, au sujet du texte de la résolution S/RES/232 (1966) adoptée par le Conseil de sécurité à propos de la Rhodésie et de sanctions économiques obligatoires contre le régime illégal en Rhodésie du Sud.

Comme nous l'avons déjà dit dans notre communication datée du 15 février 1966 et distribuée en tant que document officiel des Nations Unies sous la cote A/6266, ainsi que dans notre note du 29 décembre 1966, la politique du Gouvernement du Royaume de Libye à l'égard du régime raciste illégal de Rhodésie du Sud a été clairement définie.

Le Gouvernement du Royaume de Libye n'a jamais reconnu le régime illégal de M. Smith et a rompu toutes relations économiques avec la Rhodésie du Sud en interdisant totalement les importations et les exportations en provenance ou à destination de la Rhodésie du Sud, y compris les exportations de pétrole libyen, en fermant tous ses ports aux navires battant pavillon de la Rhodésie du Sud et en interdisant à tous les appareils de la Rhodésie du Sud l'espace aérien et les aérodromes libyens. Il est donc évident que le Gouvernement du Royaume de Libye a déjà pris toutes les mesures appropriées pour se conformer pleinement aux dispositions et aux stipulations pertinentes de la résolution du Conseil de sécurité du 16 décembre 1966.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent de la Libye auprès
de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Wahbi El Bouri